

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Association Mission Locale Est

Association Loi 1901

Siège social : Beaufonds
25, Cité artisanale – BP 57
97470 SAINT BENOIT

SIRET / APE : 38210406500034 / 8413Z

Sur les comptes clos au

31 DECEMBRE 2021

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

M.L.E.

Exercice clos le 31 décembre 2021

Aux membres de l'Assemblée Générale,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association M.L.E. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et dans les autres documents adressés aux membres de l'Assemblée Générale sur la situation financière et les comptes annuels.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Saint Paul, le 22 Juin 2022

C2A, Commissaire aux Comptes

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, stylized 'P' followed by a series of loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Pierre BOURSIER, associé

ANNEXE : DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Mission Locale EST

BILAN ACTIF

Période du 01/01/2021 au 31/12/2021

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2021 (12 mois)				Exercice précédent 31/12/2020 (12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
ACTIF IMMOBILISE						
Immobilisations incorporelles						
. Frais d'établissement						
. Frais de recherche et développement						
. Donations temporaires d'usufruit						
. Concessions, brevets, licences, Marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires						
. Fonds commercial						
. Autres immobilisations incorporelles						
. Immobilisations incorporelles en cours						
. Avances et acomptes	44 470		44 470	0,72		
Immobilisations corporelles						
. Terrains						
. Constructions						
. Installations techniques, matériel & outillage industriels						
. Autres immobilisations corporelles	796 094	553 658	242 436	3,90	249 163	4,41
. Immobilisations corporelles en cours						
. Avances & acomptes						
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières						
. Participations et Créances rattachées						
. Autres titres immobilisés						
. Prêts	71 236		71 236	1,15	62 848	1,11
. Autres	40 151		40 151	0,65	27 199	0,48
TOTAL (I)	951 951	553 658	398 293	6,40	339 210	6,01
ACTIF CIRCULANT						
Stocks et en-cours						
Avances et acomptes versés sur commandes						
Créances						
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	118 901	50 551	68 351	1,10	81 187	1,44
. Créances reçues par legs ou donations						
. Autres	3 354 291		3 354 291	53,94	2 953 443	52,28
Valeurs mobilières de placement	77 453		77 453	1,25	77 453	1,37
Instruments de trésorerie						
Disponibilités	2 256 643		2 256 643	36,29	2 126 099	37,64
Charges constatées d'avance	63 907		63 907	1,03	71 347	1,26
TOTAL (II)	5 871 194	50 551	5 820 644	93,60	5 309 529	93,99
Frais d'émission des emprunts (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecarts de conversion Actif (V)						
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	6 823 146	604 209	6 218 937	100,00	5 648 739	100,00

Mission Locale EST**BILAN PASSIF**

Période du 01/01/2021 au 31/12/2021

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2021 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2020 (12 mois)	
FONDS PROPRES				
Fonds propres sans droit de reprise				
. Fonds propres statutaires				
. Fonds propres complémentaires				
Fonds propres avec droit de reprise				
. Fonds statutaires				
. Fonds propres complémentaires				
Ecarts de réévaluation				
Réserves				
. Réserves statutaires ou contractuelles				
. Réserves pour projet de l'entité	1 002 226	16,12	1 002 226	17,74
. Autres	647 837	10,42	647 837	11,47
Report à nouveau	770 379	12,39	741 224	13,12
Excédent ou déficit de l'exercice	36 361	0,58	29 155	0,52
Situation nette (sous total)	2 456 803	39,51	2 420 441	42,85
Fonds propres consommables				
Subventions d'investissement	40 000	0,64		
Provisions réglementées				
TOTAL (I)	2 496 803	40,15	2 420 441	42,85
FONDS REPORTES ET DEDIES				
Fonds reportés liés aux legs ou donations				
Fonds dédiés	544 163	8,75	296 753	5,25
TOTAL (II)	544 163	8,75	296 753	5,25
PROVISIONS				
Provisions pour risques	420 488	6,76	102 293	1,81
Provisions pour charges				
TOTAL (III)	420 488	6,76	102 293	1,81
DETTES				
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	90 734	1,46	141 365	2,50
Emprunts et dettes financières diverses				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	162 393	2,61	189 106	3,35
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales	540 530	8,69	485 575	8,60
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	20 066	0,32	16 430	0,29
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance	1 943 760	31,26	1 996 776	35,35
TOTAL (IV)	2 757 483	44,34	2 829 252	50,09
Ecarts de conversion passif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	6 218 937	100,00	5 648 739	100,00
ENGAGEMENTS REÇUS				
Legs nets à réaliser :				
- acceptés par les organes statutairement compétents				
- autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre				
ENGAGEMENTS DONNÉS				

Mission Locale EST

COMPTE DE RÉSULTAT

Période du 01/01/2021 au 31/12/2021

Présenté en Euros

COMPTE DE RÉSULTAT	Exercice clos le 31/12/2021 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2020 (12 mois)	Variation absolue (12 mois)	%		
	Total	%	Total	%	Variation	%
PRODUITS D'EXPLOITATION:						
Cotisations						
Ventes de biens et services						
- Ventes de biens						
- dont ventes de dons en nature						
- Ventes de prestations de services						
- dont parrainages						
Produits de tiers financeurs						
- Concours publics et subventions d'exploitation	5 074 141		4 019 041		1 055 100	26,25
- Versements des fondateurs ou consommations/dotation consommptible						
- Ressources liées à la générosité du public						
- Dons manuels						
- Mécénats						
- Legs, donations et assurances-vie						
- Contributions financières						
Reprises sur amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charges	389 910		459 520		-69 610	-15,14
Utilisations des fonds dédiés	154 360		52 566		101 794	193,65
Autres produits	3 476		19 784		-16 308	-82,42
Total des produits d'exploitation (I)	5 621 887		4 550 911		1 070 976	23,53
CHARGES D'EXPLOITATION:						
Achats de marchandises						
Variations stocks						
Autres achats et charges externes	1 216 283		955 961		260 322	27,23
Aides financières						
Impôts, taxes et versements assimilés	121 053		96 406		24 647	25,57
Salaires et traitements	2 394 133		2 135 673		258 460	12,10
Charges sociales	900 360		769 788		130 572	16,96
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	121 999		85 561		36 438	42,59
Dotations aux provisions	391 858		64 504		327 354	507,49
Reports en fonds dédiés	401 770		274 753		127 017	46,23
Autres charges	25 881		103 397		-77 516	-74,96
Total des charges d'exploitation (II)	5 573 337		4 486 041		1 087 296	
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	48 550		64 869		-16 319	-25,15
PRODUITS FINANCIERS:						
De participations						
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif						
Autres intérêts et produits assimilés	78		81		-3	-3,69
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement						
Total des produits financiers (III)	78		81		-3	-3,69
CHARGES FINANCIERES:						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions						
Intérêts et charges assimilées	3 966		9 931		-5 965	-60,05
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières placements						
Total des charges financières (IV)	3 966		9 931		-5 965	-60,05
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	-3 889		-9 850		5 961	60,52

Mission Locale EST

COMPTE DE RÉSULTAT

Période du 01/01/2021 au 31/12/2021

Présenté en Euros

COMPTE DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 31/12/2021 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2020 (12 mois)	Variation absolue (12 mois)	%
RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	44 661	55 019	-10 358	-18,82
PRODUITS EXCEPTIONNELS:				
Sur opérations de gestion		62	-62	-100,00
Sur opérations en capital				
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total des produits exceptionnels (V)		62	-62	-100,00
CHARGES EXCEPTIONNELLES:				
Sur opérations de gestion		20 587	-20 587	-100,00
Sur opérations en capital	8 300	5 339	2 961	55,46
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions				
Total des charges exceptionnelles (VI)	8 300	25 926	-17 626	-67,98
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-8 300	-25 864	17 564	67,91
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)				
Total des produits (I + III + V)	5 621 964	4 551 053	1 070 911	23,53
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	5 585 603	4 521 898	1 063 705	23,52
EXCEDENT OU DEFICIT	36 361	29 155	7 206	24,72
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
PRODUITS :				
Dons en nature				
Prestations en nature				
Bénévolat				
TOTAL				
CHARGES :				
Secours en nature				
Mise à disposition gratuite de biens et services				
Prestations				
Personnel bénévole				
TOTAL				

ANNEXE DES COMPTES ANNUELS 2021

PREAMBULE

Objet social de la Mission Locale EST

La Mission Locale pour l'Insertion des jeunes de l'Est Réunionnais est une association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, fondée à l'initiative des Conseils Régional et Départemental, des communes de Bras-Panon, la Plaine des Palmistes, Saint-André, Saint-Benoît, Sainte-Rose et Salazie. Son siège social est situé au 25 Cité Artisanale, 97470 Saint Benoît.

La Mission Locale Est a pour but d'offrir aux jeunes la possibilité de construire un itinéraire personnalisé d'insertion professionnelle et sociale, de mobiliser un grand nombre de partenaires – Etat, collectivités territoriales, associations, partenaires économiques et sociaux – sur un champ très vaste et diversifié qui englobe l'accueil, l'orientation et le suivi des jeunes, des problèmes de la vie quotidienne, la formation ainsi que le rapprochement des jeunes et des entreprises et la création d'activités.

Depuis avril 2019, la Mission Locale Est est certifiée ISO 9001, délivrée par l'AFNOR.

Dispositifs déployés en 2021 par la Mission Locale EST

- Parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie (PACEA)
- Garantie Jeunes
- Parrainage
- Projet personnalisé d'accès à l'emploi (PPAE) qui est un dispositif national proposé aux jeunes dirigés vers la Mission Locale par le Pôle Emploi dans le cadre de la cotraitance
- Plateforme de suivi et d'appui aux jeunes en situation de décrochage scolaire (PSAD)
- TAOIR Nou lé Kapab pour repérer et mobiliser les publics invisibles, qui est un programme régional piloté par l'ARML
- Accompagnement vers l'emploi et la qualification des jeunes NEET de l'Est
- La Brigade pour l'Inclusion Positive – Action 100% Inclusion « la Fabrique de la mobilisation » financé par la subvention PIC (Plan d'Investissement Compétences), le Conseil Départemental, la CIREST, le FSE.
- ALT jeunes dont l'objectif est d'offrir un hébergement temporaire et d'accompagner les jeunes vers le logement durable et autonome.
- La Maison Relais IAE Hermès, dont l'objectif est d'offrir un accompagnement renforcé à des jeunes ayant des troubles psychiques ou psychologiques par le biais d'un triptyque accompagnement/emploi/logement
- Jeunes et Logés, qui propose de l'intermédiation locative à des jeunes pour leur permettre d'acquérir un logement autonome
- Le Service Civique avec la Mission Locale Est en tant que plateforme de service civique
- Le Groupement des créateurs dont l'objet est de faire émerger l'envie d'entreprendre auprès d'un public en difficulté, issu de quartier prioritaire, ayant un faible niveau de qualification.
- La Mission Locale Est a constitué en 2010 la Cellule Emploi qui a pour but d'accompagner les emplois d'avenir et déployer le dispositif PEC.
- TAPAJ (Travail alternatif payé à la journée) qui a pour objet l'accompagnement de jeunes en errance sociale, éloignés du monde du travail et usagers de produits psychoactifs en liant insertion professionnelle, sociale et démarche thérapeutique.
- TIP TOP Challenge en consortium avec la Mission Locale Nord, financé par l'Etat sur l'AAP promo 16-18.
- L'accompagnement des bénéficiaires du RSA financé par l'Etat et le R+ financé par le Conseil Départemental.

Moyens mis en œuvre par la Mission Locale EST

La MLE compte 4 antennes :

- Antenne de Saint Benoît située au 25 cité artisanale, Beaufonds, 97470 Saint Benoît
- Antenne de Saint André située au 188-190 chemin pente Sassy, 97440 Saint André
- Antenne de Bras Panon située au 2 rue Robert, 97412 Bras Panon
- Antenne de Salazie située au 10 route Bois de Pomme, 97433 Salazie

Elle compte également d'autres points d'accueil ainsi que des permanences : Andropolis, Cambuston, Fayard, Sainte-Anne, Sainte-Rose, la Plaine des Palmistes, Saint Benoît (2).

La Direction, le pôle administratif et financier et la cellule informatique sont situés au 9 rue des Lilas, 97412 Bras-Panon.

La MLE compte plusieurs financeurs, parmi eux il est possible de retrouver :

- L'Etat
- La Conseil Régional
- Le Conseil Départemental
- Les communes de Bras Panon, Saint-Benoît, Sainte-Rose, Salazie, Saint-André, la Plaine des Palmistes
- Le FSE
- Le Pôle Emploi

Au 31/12/2021, la structure a un effectif de 92 salariés. Parmi eux il est possible de compter :

- 79 salariés non cadre dédiés à l'insertion sociale et professionnelle (chargés d'accueil, conseillers en insertion sociale et professionnels) ;
- 2 salariés non cadre dédié à l'information, communication ;
- 6 salariés non cadre dédiés à la gestion de la structure dont 1 homme et 5 femmes (assistants) ;
- 5 salariés cadre dédiés à l'encadrement de la structure dont 1 directrice et 4 responsables de secteur (2 hommes et 3 femmes).

Exercice clos en 2021

L'exercice social clos le 31/12/2021 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2020 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 6 218 936,72 EUR.

Le résultat net comptable est un excédent de 36 361,32 EUR.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été arrêtés le 22/06/2022 par le bureau de l'association.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Méthode générale

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en Euro.

Principales méthodes d'évaluation et de présentation

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

Amortissement et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et/ou d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

Nature des biens immobilisés	Mode d'amortissement	Durée
Logiciels informatiques	Linéaire	de 1 à 3 ans
Agencements, aménagements, installations	Linéaire	de 5 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	de 3 à 5 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	de 3 à 5 ans
Mobilier	Linéaire	de 5 à 10 ans

Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Indemnités de fin de carrière :

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

L'association a décidé de ne pas provisionner dans ses comptes le montant des engagements pour départ à la retraite ; le montant des engagements sont évalués et indiqués dans l'annexe.

NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Immobilisations

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	720 305	83 225	7 436	796 094
Immobilisations financières	90 047	34 790	13 450	111 388
TOTAL	810 352	118 015	20 886	907 482

Amortissements

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développ.				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
TOTAL I				
Terrains				
Constructions				
sur sol propre				
sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements				
Installations techniques, matériel, outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements divers	298 118	66 903		365 021
Matériel de transport	4 479	3 659		8 138
Matériel de bureau et informatique	114 211	13 858	7 186	120 884
Emballage récupérables et divers	54 333	5 282		59 615
TOTAL II	471 142	89 702	7 186	553 658
TOTAL GENERAL (I+II)	471 142	89 702	7 186	553 658

Etat des créances et charges constatées d'avance

Créances	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé:			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	71 236	7 050	64 186
Autres créances	40 151		40 151
Créances de l'actif circulant:			
Créances usagers	118 901	118 901	
Autres créances	3 354 291	3 354 291	
Charges constatées d'avance	63 907	63 907	
TOTAL	3 648 486	3 544 149	104 337

Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	
Subventions/financements	3 284 469
Autres produits à recevoir	51 633
TOTAL	3 336 102

Etat des provisions pour dépréciation des éléments de l'actif

Nature des dépréciations	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Stocks et en-cours				
Comptes de tiers	18 254	32 297		50 551
Comptes financiers				
TOTAL	18 254	32 297		50 551

NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves	1 650 063				1 650 063
Dont générosité du public					
Report à nouveau	741 224	29 155			770 379
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	29 155		36 361	29 155	36 361
Dont générosité du public					
Situation nette	2 420 442	29 155	36 361	29 155	2 456 803
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement			40 000		40 000
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
TOTAL	2 420 442	29 155	76 361	29 155	2 496 803
TOTAL dont générosité du public					

Fonds dédiés

Nature du projet	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice	
	Montant global		Montant global	Dont remboursements		Montant global	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
CGSS - Sésame	22 000					22 000	22 000
DJSCS - Cité de la formation	70 000					70 000	
DJSCS - Accompagnement BRSA	40 799		40 799			0	
DJSCS - Accompagnement psychologique ALT	20 000					20 000	
DJSCS - TAPAJ	30 393					30 393	
Département - BRSAR+	5 260		5 260			0	
ARML - PIC TAOIR	51 155		51 155			0	
CONSORTIUM - BIP 100% INCLUSION	57 145	184 271	57 145			184 271	
CIREST - BIP 100% INCLUSION		2 053				2 053	
DEETS - Accompagnement psychologique ALT		20 000				20 000	
DEETS - Dressing responsable		30 500				30 500	
DEETS - TRAJECT OI		42 000				42 000	
DEETS - TAPAJ		5 483				5 483	
DRAJES - SESAME		12 000				12 000	
DIECCTE - Cité de la formation		77 334				77 334	
MLN - Consortium Tip Top Challenge		28 129				28 129	
Total	296 752	401 770	154 359	0	0	544 163	22 000

Subventions d'investissement

Financier et nature du projet	A l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		A la clôture de l'exercice
		Augmentation	Diminution	
Montant nominal				
CIREST - Cité de la formation		40 000		40 000
TOTAL	0	40 000	0	40 000
Quotes-parts virées au résultat				
CIREST - Cité de la formation		0		0
TOTAL	0	0	0	0

Provisions pour risques et charges

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminution Reprises de l'exercice	A la clôture
Provisions pour investissement				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
TOTAL (I)				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pensions obligatoires similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	102 293	391 858	73 663	420 488
TOTAL (II)	102 293	391 858	73 663	420 488
TOTAL GENERAL (I+II)	102 293	391 858	73 663	420 488
Dont dotations et reprises				
- d'exploitation		391 858	73 663	
- financières				
- exceptionnelles				

Les provisions pour risques enregistrées au 31/12/2021 permettent de couvrir le risque que certaines subventions ne soient jamais versées. Cela concerne :

- La Région : 50% du solde de la subvention CIP 2020, soit 93 K€ et 100% du solde des subventions 2021, soit 100 K€
- La commune de Sainte-Rose : 100% du solde de la subvention 2017, soit 5 K€ et 100% des subventions 2018 et 2019, soit 19 K€
- La commune de Saint-Benoît : 100% de la subvention 2017, soit 24 K€
- La commune de Bras-Panon : 100% de la subvention 2018, soit 16 K€
- La commune de la Plaine des Palmistes : 100% des subventions 2018 et 2019, soit 14 K€
- La commune de Saint-André : 100% du solde de la subvention 2020, soit 25 K€
- L'ARML : 100% du solde de subventions de 2017 à 2020, soit 29 K€
- Le FSE : 10% du montant des subventions demandées restant à recevoir, soit 96 K€

Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5ans
Etablissements de crédit	90 734	47 212	43 522	
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	162 393	162 393		
Dettes fiscales et sociales	540 530	540 530		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	20 066	20 066		
Produits constatés d'avance	1 943 760	1 943 760		
TOTAL	2 757 483	2 713 961	43 522	

Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédit	113
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	92 528
Dettes fiscales et sociales	337 558
Autres dettes	6 336
TOTAL	436 535

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Concours publics et subventions

Des concours publics pour un montant total de 987€ ont été encaissés en 2021 par l'association. Il concerne la quote-part au titre du versement libératoire de 13% de la taxe d'apprentissage.

Le tableau ci-dessous reprend la liste des subventions d'exploitation enregistrées en produits sur l'exercice.

Financier	Montant
FSE	229 140
DIECCTE	2 799 650
DEETS	362 491
DRAJES	12 000
Préfecture région Réunion	2 373
ARML & MLN	370 471
POLE EMPLOI	219 181
CIREST	113 319
Région Réunion	495 839
Département Réunion	284 144
Commune de Saint-André	74 668
Commune de Bras-Panon	16 080
Commune de Sainte-Rose	9 601
Commune de la Plaine des Palmistes	6 965
Commune de Saint-Benoît	47 661
Commune de Salazie	16 285
Total	5 059 867

Tableau relatif aux produits et charges exceptionnels

	Net
Produits exceptionnels	
Sur opérations de gestion	
Produits de cession des éléments d'actif	
Produits sur exercices antérieurs	
Reprises sur provisions et transferts de charges	
Charges exceptionnelles	
Sur opérations de gestion	
Valeurs nettes comptables des éléments d'actif cédés	8 300
Dotations aux provisions	
Charges sur exercices antérieurs	
Résultat exceptionnel	- 8 300

AUTRES INFORMATIONS

Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés

L'association a décidé de ne pas provisionner dans ses comptes le montant des engagements pour départ à la retraite. Le montant des engagements s'élève à la clôture de l'exercice à 261 926 EUR.

Rémunération des cadres dirigeants

Au sein de l'association, le montant des rémunérations et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés visés par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif n'est pas communiqué.

En effet, compte tenu de l'organisation et de la répartition des pouvoirs au sein de la structure, cette information reviendrait à indiquer une rémunération individuelle.

Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres	5	
Non cadres	73	
TOTAL	78	0

Nature et évaluation des contributions volontaires

Des contributions en biens (locaux) sont apportées par les communes suivantes, évaluées selon une moyenne de 10€ le m², pour un montant total de 38 040€ (trente-huit mille quarante euros) :

- La Plaine des Palmistes : 12 m² x 12 mois soit 1 440€
- Sainte-Rose : 12 m² x 12 mois soit 1 440€
- Saint-André (EEI Cambuston) : 8 m² x 12 mois soit 960€
- Saint-André (Pôle de Services) : 8 m² x 12 mois soit 960€
- Saint-Benoît (EEI Sainte Anne) : 12 m² x 12 mois soit 1 440€
- Bras-Panon : 215 m² x 12 mois soit 25 800€
- Salazie : 50 m² x 12 mois soit 6 000€

Ces contributions volontaires à titre gratuit ne représentant aucun flux financier, elles ne sont pas comptabilisées et n'ont donc aucune incidence sur le résultat de l'exercice comptable 2021. Leur valorisation a juste pour objet de donner une image fidèle des activités et du patrimoine de la MLE.

Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élève à 11 493€.

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Association Mission Locale Est

Association Loi 1901

Siège social : Beaufonds
25, Cité artisanale – BP 57
97470 SAINT BENOIT

SIRET / APE : 38210406500034 / 8413Z

Sur les comptes clos au

31 DECEMBRE 2021

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES
CONVENTIONS REGLEMENTEES**

M.L.E.

Exercice clos le 31 décembre 2021

Aux membres de l'Assemblée Générale,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ORGANE DELIBERANT

Conformément aux dispositions statutaires de votre association, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'organe délibérant au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

1. Mise à disposition de personnel à but non lucratif – ARDIE

Administrateurs concernés : La Chambre de Commerces et d'Industrie, La Chambre d'Agriculture, La Chambre des métiers et de l'Artisanat, en qualité de membre du CA, Madame BUDEL Magalie, Madame GENET Raïssa

Nature : La Mission Locale Est met à la disposition de l'association ARDIE les moyens humains

Montant : Produit comptabilisé de 45 610.67 € pour l'exercice 2021

2. Action TAOIR – Repérage et mobiliser les invisibles – ARML

Administrateurs concernés : Monsieur Jeannick ATCHAPA, Madame Sonia ALBUFFY, et Madame Laurencine ROBERT

Nature : L'ARML finance par le biais de l'Etat, l'action TAOIR – Repérage et mobiliser les invisibles.

Montant : Produit comptabilisé net est de 99 237.25 € sur l'exercice 2021.

3. Action BIP – Brigade pour l'inclusion positive – ARDIE

Administrateurs concernés : La Chambre de Commerces et d'Industrie, La Chambre d'Agriculture, La Chambre des métiers et de l'Artisanat, en qualité de membre du CA, Madame BUDEL Magalie, Madame GENET Raïssa

Nature : La Mission Locale Est finance par le biais de l'Etat, l'action BIP – Brigade pour l'inclusion positive.

Montant : Aucune somme n'a été versée par la Mission Locale Est sur l'exercice 2021

Fait à Saint Paul, le 22 Juin 2022

C2A, Commissaire aux Comptes



Pierre BOURSIER, associé